



Treaty Series No. 16 (1931)

International Agreement *on the* Evacuation of the Rhineland Territory

The Hague, August 30, 1929

Presented by the Secretary of State for Foreign Affairs
to Parliament by Command of His Majesty

LONDON:
PRINTED AND PUBLISHED BY HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE
To be purchased directly from H.M. STATIONERY OFFICE at the following addresses:
Adastral House, Kingsway, London, W.C.2; 120, George Street, Edinburgh;
York Street, Manchester; 1, St. Andrew's Crescent, Cardiff;
15, Donegall Square West, Belfast;
or through any Bookseller.

1931
Price 3d. Net

Cmd. 3796

International Agreement on the Evacuation of the Rhineland Territory.

The Hague, August 30, 1929.

No. 1.

Agreement.

(English Text.)

THE undersigned duly authorised :

Having taken note of the notes annexed hereto⁽¹⁾ which have been exchanged between the Belgian, British and French Governments of the one part and the German Government of the other part with a view to the evacuation of the Rhineland territory occupied by the Belgian, British and French troops,

Note the agreement which has been arrived at on this question,

Note, also, that in order to facilitate in the common interest a friendly and practical settlement of any difficulty which may arise between Belgium and Germany or between France and Germany concerning the observance of Articles 42 and 43 of the Treaty of Versailles, the German, Belgian and French Governments have agreed that the task of settling amicably any such difficulty shall be accomplished by the commissions set up under the arbitration agreements concluded at Locarno on the 16th October, 1925, by Belgium and by France with Germany. These commissions will act in conformity with the procedure laid down and with the rights accruing under these conventions.

If any such difficulty should arise, it will be submitted either to the Belgo-German Conciliation Commission or to the Franco-German Conciliation Commission, according to whether the difficulty arises between Belgium and Germany or between France and Germany.

This agreement does not in any way affect the general provisions applicable in such case and in particular is subject to the reservation that the powers of the Council and Assembly of the League of Nations to make investigations under Article 213 of the Treaty of Versailles⁽²⁾ remain intact. It is also subject to the understanding that each of the Powers who signed the Treaty concluded at Locarno⁽³⁾ on the 16th October, 1925, between Germany, Belgium, France, Great Britain and Italy retains the right to lay any difficulty at any time before the Council of the League of Nations in conformity with Article 4 of that Treaty.

(1) Nos. 2 and 3.

(2) "Treaty Series No. 4 (1919)."

(3) "Treaty Series No. 28 (1926)," Cud. 2764.

The present agreement and the arrangements relating to the acceptance in principle of the Plan of the 7th June, 1929,⁽⁴⁾ are mutually interdependent.

Done at The Hague, the 30th day of August, 1929.

STRESEMANN.	ARTHUR HENDERSON.
PAUL HYMANS.	ARISTIDE BRIAND.
DINO GRANDI.	

(French Text.)

LES Soussignés dûment autorisés :

Vu les notes ci-annexées échangées entre les Gouvernements Belge, Britannique et Français d'une part, et le Gouvernement Allemand d'autre part, en vue de l'évacuation par les troupes belges, britanniques et françaises des territoires rhénans occupés :

Constatent l'accord réalisé à ce sujet;

Constatent qu'afin de faciliter dans l'intérêt commun le règlement amiable et pratique de toute difficulté qui puisse venir à s'élever entre la Belgique et l'Allemagne ou entre la France et l'Allemagne relativement à l'observation des articles 42 et 43 du Traité de Versailles, les Gouvernements Allemand, Belge et Français sont d'accord que la tâche d'amener un règlement amiable des dites difficultés soit accomplie par les Commissions organisées par les Conventions d'arbitrage conclues à Locarno le 16 octobre 1925 par la Belgique et par la France avec l'Allemagne. Ces commissions agiront conformément à la procédure ainsi qu'avec les pouvoirs prévus par ces Conventions.

Si pareille difficulté vient à s'élever, elle sera soumise soit à la Commission germano-belge de conciliation, soit à la Commission germano-française de conciliation, selon que la difficulté se sera élevée entre la Belgique et l'Allemagne ou entre la France et l'Allemagne.

Cet accord ne porte nulle atteinte aux dispositions générales applicables en tels cas, et notamment sont réservés les pouvoirs généraux du Conseil et de l'Assemblée de la Société des Nations et l'application éventuelle de l'article 213 du Traité de Versailles sur les investigations. Il est également entendu que chacune des Puissances signataires du Traité conclu à Locarno le 16 octobre 1925 entre l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, conserve le droit de saisir à tout moment le Conseil de la Société des Nations de toute difficulté conformément à l'article 4 dudit Traité.

Le présent accord et l'arrangement relatif à l'acceptation de principe du Plan du 7 Juin 1929 sont réciproquement subordonnés l'un à l'autre.

Fait à La Haye, le 30 Août 1929.

STRESEMANN.	ARTHUR HENDERSON.
PAUL HYMANS.	ARISTIDE BRIAND.
DINO GRANDI.	

(4) See Cmd. 3343.

No. 2.

Joint Note to Dr. Stresemann.

(English Text.)

*Secretariat-General, The Hague,**August 30, 1929.*

Your Excellency,

In the course of the proceedings of the Political Commission of the Conference at The Hague the three Occupying Powers have agreed to begin the evacuation of the Rhineland during the month of September on the conditions laid down in the attached notes. The withdrawal of the Belgian and British forces will be completed within three months of the date on which the operation of evacuation begins. The French forces will evacuate the Second Zone within the same period. The evacuation of the Third Zone by the French troops will begin immediately after the Young Plan is ratified by the German and French Parliaments and put into operation. It will proceed without interruption as rapidly as physical conditions permit, and in any case will be completed at the latest in a period of eight months terminating not later than the end of June 1930.

In order to enable the Belgian, British and French troops to complete the evacuation within the periods indicated above, it is necessary that the Government of the Reich should take the measures laid down in the annexed notes mentioned above. We should be greatly indebted to Your Excellency if you would let us know if you are in agreement with regard to these measures.

We avail ourselves of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of our highest consideration.

PAUL HYMANS.

ARTHUR HENDERSON.

ARISTIDE BRIAND.

(French Text.)

*Secrétariat Général,**Première Chambre des États Généraux,**le 30 août, 1929.*

Excellence,

Au cours des travaux de la Commission Politique de la Conférence de La Haye, les trois Puissances occupantes se sont mises d'accord pour décider que l'évacuation de la Rhénanie commencera pendant le mois de septembre, dans les conditions fixées aux notes ci-annexées. Les troupes belges et britanniques seront complètement retirées dans un délai de trois mois à partir de la date du commencement des opérations d'évacuation. Les troupes françaises évacueront la deuxième zone dans le même délai. L'évacuation de la troisième zone par les troupes françaises commencera immédiatement après la ratification par les parlements allemand et français et la mise à exécution du Plan Young. L'évacuation sera effectuée sans interruption et aussi rapidement que le permettront les conditions physiques et, en tous cas, elle sera achevée au plus tard dans un délai de huit mois et qui ne dépassera pas la fin de juin, 1930.

En vue de permettre aux troupes belges, britanniques et françaises de terminer l'évacuation dans les délais indiqués ci-dessus, il est nécessaire que le Gouvernement du Reich prenne les dispositions prévues dans les Notes précitées ci-annexées. Nous serions obligés à Votre Excellence de marquer son accord sur les dites dispositions.

Nous profitons de cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de notre très haute considération.

PAUL HYMANS.
ARTHUR HENDERSON.
ARISTIDE BRIAND.

Enclosure 1 in No. 2.

BELGIAN NOTE.

Note sur l'Évacuation anticipée des Territoires occupés.

Le Gouvernement du Reich prendra les dispositions énumérées ci-après :

I.—*Dispositions militaires.*

(a.) Mettre à la disposition des troupes belges d'occupation, à titre gratuit, le personnel, le matériel et les installations de chemins de fer de toute nature, nécessaires à l'évacuation du personnel, des animaux et du matériel appartenant aux troupes belges d'occupation et à leurs ressortissants.

(b.) Permettre la mise en traitement dans les hôpitaux civils allemands, aux frais du Gouvernement belge, des malades intransportables appartenant aux troupes belges d'occupation ou à leur suite, et dans les mêmes conditions, l'hospitalisation des animaux malades dans des établissements allemands.

(c.) Autoriser la liquidation sur place du matériel non évacué et ce, sans application de droits de douane.

(d.) Fournir gratuitement la main-d'œuvre et le charroi nécessaires en vue de faciliter l'évacuation, de même que ceux destinés à la remise aux Autorités allemandes qualifiées, de tous les biens, meubles et immeubles, utilisés du fait de l'occupation.

(e.) Permettre que toutes installations telles que poêles, bains, chauffe-bains, soient laissées dans leur état actuel sans être démontées. Les Autorités militaires donneront les instructions nécessaires pour que le mobilier et le matériel mis à la disposition des troupes d'occupation demeurent en place.

II.—*Dispositions financières.*

Les frais des armées d'occupation (y compris les dépenses de la Haute Commission interalliée dans les Territoires rhénans) à partir du 1^{er} septembre 1929 seront couverts par un fonds de réserve fixé

à 60 millions de Reichsmarks; le Gouvernement allemand participera à ce fonds par le versement d'une somme forfaitaire de 30 millions de Reichsmarks à fonds perdu. Les Puissances occupantes participeront au capital de ce fonds dans les proportions suivantes :

	Pour cent.
France	35
Grande-Bretagne	12
Belgique	3

Les Puissances occupantes et le Gouvernement allemand font l'abandon réciproque, d'une part, de toutes les créances relatives aux dommages de l'article 6 de l'Arrangement Rhénan qui n'auraient pas été payées " cash " au 1^{er} septembre 1929 et, d'autre part, de toutes créances existantes ou futures relatives aux prestations et dommages des articles 8 à 12 de l'Arrangement Rhénan quelle qu'en soit la date. Il ne sera élevé de part ni d'autre aucune réclamation d'ordre financier à quelque titre que ce soit pour un territoire évacué.

Les créances auxquelles les Gouvernements des Puissances occupantes renoncent sont notamment : leurs créances sur tous soldes existant en leur faveur dans le " compte spécial " de l'Agent général pour les paiements de réparations (cf. additif No. 2 de Bruxelles); les créances nées d'avances faites par l'Agent général en vertu de l'article 6 et des articles 8 à 12 de l'Arrangement Rhénan; toutes réclamations pour la valeur marchande de tous bâtiments construits par le Gouvernement allemand pour les armées d'occupation et imputés sur l'annuité.

Les dispositions prévues s'appliquent tant aux troupes d'occupation qu'aux délégations de la Haute Commission interalliée dans les Territoires Rhénans et à leur personnel.

En aucun cas, l'Allemagne ne sera obligée à faire aux États créanciers des paiements dépassant la somme susindiquée, ni admise à réclamer une partie quelconque de cette somme.

III.—Dispositions générales.

Pour la ligne de démarcation de la troisième zone, sera adoptée la même procédure qui a été suivie lors de l'évacuation de la première zone.

Il appartiendra aux autorités allemandes de prendre les mesures nécessaires pour assurer le transfert et l'installation de la Haute Commission dans son nouveau siège, conformément aux décisions qui seront prises par celle-ci.

En vue d'éviter tout incident de nature à affecter les bonnes relations entre les deux pays, il est désirable que les mesures utiles soient prises pour prévenir toute manifestation lors du départ des troupes et toute provocation à ces manifestations.

Les Gouvernements belge, français et allemand sont convenus qu'une amnistie visant les faits connexes à l'occupation interviendra à l'occasion de l'évacuation des territoires occupés.

Les détails de cette amnistie seront fixés de commun accord, par des représentants des trois Gouvernements qui s'inspireront d'un large esprit de conciliation. Ces représentants se réuniront à Coblenz dans le plus bref délai et ils devront avoir terminé leurs travaux avant la date prévue pour le commencement de l'évacuation et au plus tard le 1^{er} octobre.

Dans le même esprit d'apaisement, ces représentants envisageront également les mesures gracieuses susceptibles d'être prises par chacun des deux Gouvernements à l'égard des ressortissants de l'autre qui auraient été condamnés pour des faits se rapportant à l'occupation. Ils feront à leurs Gouvernements des propositions à cet effet.

Le Gouvernement allemand constate que les juridictions allemandes ne sont pas compétentes pour reviser les décisions rendues en matière répressive par les juridictions d'occupation.

Les dispositions visées aux Chapitres I et III ci-dessus s'appliquent également à la délégation belge près la H.C.I.T.R. ainsi qu'à son personnel.

PAUL HYMANS.

(Translation.)

BELGIAN NOTE.

Note regarding the pre-dated Evacuation of the Occupied Territories.

THE Government of the Reich will take the following measures :—

I.—*Military Measures.*

(a.) To place at the disposal of the Belgian troops of occupation, free of charge, the personnel, material and railway equipment of all kinds necessary for the evacuation of the personnel, animals and material belonging to the Belgian troops of occupation and their families.

(b.) To permit any Belgian troops of occupation or their families who are ill and unable to travel to be received into German civilian hospitals and treated there at the expense of the Belgian Government and, subject to the same conditions, to allow sick animals to be received into German veterinary hospitals.

(c.) To authorise the disposal on the spot, without application of customs duties, of the material which is not evacuated.

(d.) To provide free of charge the labour and vehicles necessary to facilitate evacuation, as also the labour and vehicles required to hand over to the qualified German authorities all property, movable and immovable, utilised as a result of the occupation.

(e.) To permit that all fittings such as stoves, baths and geysers shall be left in their present condition without being dismantled. The military authorities will give the necessary instructions for the furniture and material placed at the disposal of the troops of occupation to remain *in situ*.

II.—Financial Measures.

The cost of the armies of occupation (including the expenditure of the Inter-Allied Rhineland High Commission) will be covered, as from the 1st September, 1929, by a reserve fund fixed at 60 million Reichsmarks; the German Government will participate in this fund by the payment of a non-recoverable lump sum of 30 million Reichsmarks. The occupying Powers will contribute to the capital of this fund in the following proportions :—

	Per cent.
France	35
Great Britain	12
Belgium	3

The occupying Powers and the German Government will reciprocally waive on the one hand all claims in respect of damages under article 6 of the Rhineland Agreement⁽⁵⁾ which shall not have been paid in cash on the 1st September, 1929, and, on the other hand, all existing or future claims, of whatever date, in respect of requisitions and damages under articles 8 to 12 of the Rhineland Agreement. Neither party will prefer any financial claim whatsoever in respect of an evacuated territory.

The claims waived by the Governments of the occupying Powers are, in particular: their claims in respect of all balances existing in their favour in the "special account" of the Agent-General for Reparation Payments (*cf.* "additif" No. 2 of Brussels); credits arising out of advances made by the Agent-General under article 6 and articles 8 to 12 of the Rhineland Agreement; all claims to the sale value of all buildings constructed by the German Government for the armies of occupation and charged to the annuity.

The measures contemplated are equally applicable to the troops of occupation and to the delegations of the Inter-Allied Rhineland High Commission and their personnel.

In no case will Germany be obliged to make to the creditor Powers payments exceeding the above-mentioned sum, or be entitled to claim any part of that sum.

III.—General Measures.

For the purpose of fixing the boundary line of the third zone the same procedure will be adopted as was followed on the occasion of the evacuation of the first zone.

It will be incumbent upon the German authorities to take the necessary measures to ensure the transfer and establishment of the High Commission in its new headquarters, in accordance with the decisions which will be taken by the latter.

In order to avoid every incident of a nature calculated to affect good relations between the two countries, it is desirable that appropriate measures be taken to prevent any demonstration on the occasion of the departure of the troops and any incitement to such demonstrations.

⁽⁵⁾ "Treaty Series No. 7 (1919)," Cmd. 222.

The Belgian, French and German Governments agree that on the occasion of the evacuation of the occupied territory there should be an amnesty covering the facts connected with the occupation.

The details of this amnesty will be fixed by representatives of the three Governments acting in concert and inspired by a liberal spirit of conciliation. These representatives will meet at Goblentz at the earliest possible moment, and they shall have completed their labours before the date contemplated for the beginning of evacuation, and at the latest by the 1st October.

In the same spirit of pacification, these representatives will also consider the measures which could be adopted as an act of grace by each of the two Governments in respect of the nationals of the other who have been condemned for reasons connected with the occupation. They will submit proposals to their Governments to this end.

The German Government shall recognise that the German courts are not competent to revise decisions of the judicial authorities of the occupying Powers in criminal matters.

The measures contemplated in Chapters I and III above will also be applicable to the Belgian Delegation to the Inter-Allied Rhineland High Commission as well as to its personnel.

PAUL HYMANS.

Enclosure 2 in No. 2.

FRENCH NOTE.

La Haye, le 29 août, 1929.

Note relative à l'Évacuation anticipée des Territoires occupés.

I.—Fixation détaillée de la limite indiquée pour la troisième zone par le Traité de Paix.

Pour la fixation de la ligne de démarcation de la troisième zone, il sera adopté la même procédure que celle qui a été suivie lors de l'évacuation de la première zone.

La Commission prévue par cette procédure précisera sur place le tracé défini d'une façon générale dans l'article 429, parag. 2, du Traité de Paix, en tenant compte des indications données dans cet article, notamment pour les localités, vallées, routes, et voies ferrées.

Cette Commission devra avoir terminé son travail quinze jours après le commencement de l'évacuation de la deuxième zone.

II.—Transit à travers les territoires évacués jusqu'à l'évacuation complète des territoires occupés.

(a.) Visa de transit.—Les membres de la Haute Commission Interalliée des Territoires Rhénans et le personnel appartenant à cet organisme et aux armées d'occupation ainsi que les membres

de leurs familles, qui feront un voyage comportant un trajet dans des territoires évacués des première et deuxième zones seront autorisés à traverser en chemin de fer ces territoires en vêtements civils et porteurs de leurs pièces d'identité, selon le mode actuellement appliqué pour la traversée de la première zone.

(b.) Délivrance des billets directs et enregistrement des bagages via Coblenz et Cologne.

Le Gouvernement allemand interviendra auprès de la Deutsche Reichsbahn Gesellschaft pour que des mesures identiques à celles actuellement en vigueur pour la traversée de la première zone soient prises pour permettre le transit par la deuxième zone des membres de la Haute-Commission Interalliée des Territoires Rhénans, du personnel appartenant à cet organisme et aux armées d'occupation, des membres de leurs familles ainsi que des bagages leur appartenant.

III.—*Transfert du siège de la Haute-Commission et de son personnel dans la troisième zone.*

Les autorités allemandes prendront en temps utile toutes dispositions nécessaires pour assurer, conformément aux décisions qui seront prises par la Haute-Commission, le transfert et l'installation dans la troisième zone des services et du personnel de la Haute-Commission, notamment en ce qui concerne les transports à effectuer et la fourniture, pour les dates indiquées, de tous les locaux de service et logements nécessaires aux Alliés, ceci après consultation du Commissaire d'Empire pour les Territoires occupés et examen sur place de la question.

IV.—*Mesures de police.*

En vue d'éviter tout incident de nature à affecter les bonnes relations entre les deux Pays, il est désirable que les mesures utiles soient prises pour prévenir toute manifestation lors du départ des troupes et toute provocation à ces manifestations.

V.—*Amnistie.*

Les Gouvernements allemand, belge et français sont convenus qu'une amnistie visant les faits connexes à l'occupation interviendra à l'occasion de l'évacuation des Territoires occupés.

Les détails de cette amnistie seront fixés d'un commun accord par des Représentants des trois Gouvernements, qui s'inspireront d'un large esprit de conciliation et d'apaisement.

Ces Représentants se réuniront à Coblenz dans le plus bref délai et devront avoir terminé leurs travaux pour le 1^{er} Octobre prochain.

Dans le même esprit d'apaisement, ces Représentants envisageront également les mesures gracieuses susceptibles d'être prises par chacun des Gouvernements belge et français à l'égard des ressortissants de l'Allemagne qui auraient été condamnés pour des faits se rapportant à l'occupation et réciproquement. Ils feront à leurs Gouvernements des propositions à cet effet.

VI.—*Décisions judiciaires.*

Le Gouvernement allemand doit constater que les juridictions allemandes ne sont pas compétentes pour reviser les décisions rendues en matière répressive par les juridictions de l'occupation.

VII.—*Questions financières.*

Les frais des armées d'occupation (y compris les dépenses de la Haute-Commission Interalliée dans les Territoires Rhénans) à partir du 1^{er} septembre 1929 seront couverts par un fonds de réserve fixé à 60 millions de reichsmark; le Gouvernement allemand participera à ce fonds par le versement d'une somme forfaitaire de 30 millions de reichsmark à fonds perdu. Les Puissances occupantes participeront de leur côté au capital du fonds dans les proportions suivantes: France 35 pour cent, Grande-Bretagne 12 pour cent, Belgique 3 pour cent.

Les Puissances occupantes et le Gouvernement allemand font l'abandon réciproque, d'une part, de toutes leurs créances relatives à l'Article 6 de l'Arrangement Rhénan, qui n'auraient pas été payées "cash" au 1^{er} septembre 1929 et, d'autre part, de toutes créances existantes ou futures relatives aux prestations et dommages des Articles 8 à 12 de l'Arrangement Rhénan, quelle qu'en soit la date. Il ne sera élevé de part ni d'autre aucune réclamation d'ordre financier, à quelque titre que ce soit, pour un territoire évacué.

Les créances auxquelles les Gouvernements des Puissances occupantes renoncent sont notamment: leurs créances sur tous soldes existant en leur faveur dans le "Compte spécial" de l'Agent général pour les paiements de réparations (cf. Additif No. 2 de Bruxelles); les créances nées d'avances faites par l'Agent général en vertu de l'article 6 et des articles 8 à 12 de l'Arrangement Rhénan; toutes réclamations pour la valeur marchande de tous bâtiments construits par le Gouvernement allemand pour les armées d'occupation et imputés sur l'annuité.

Les dispositions prévues s'appliquent tant aux troupes d'occupation qu'aux Délégations de la Haute-Commission Interalliée dans les Territoires Rhénans et à leur personnel.

ARISTIDE BRIAND.

(Translation.)

FRENCH NOTE.

Note regarding the pre-dated Evacuation of the Occupied Territories.

I.—*Detailed Determination of the Boundary laid down by the Peace Treaty for the Third Zone.*

FOR fixing the boundary line of the third zone the same procedure shall be adopted as was followed on the occasion of the evacuation of the first zone.

The Commission set up by that procedure will determine on the spot the line defined in a general manner by article 429, paragraph 2, of the Peace Treaty,⁽⁶⁾ taking into account the details given in that article, in particular, as regards places, valleys, roads and railways.

This Commission should complete its task fifteen days before the evacuation of the second zone is begun.

II.—*Transit across the Evacuated Territories up to the date when the Occupied Territories are completely Evacuated.*

(a.) Transit visa.—The members of the Inter-Allied Rhineland High Commission and the personnel belonging to that organisation and to the armies of occupation, including members of their families, who shall undertake a journey necessitating their crossing the first and second zones of the evacuated territories, will be authorised to cross these territories by rail in civilian dress and carrying their papers of identification, in accordance with the procedure at present applied for passage across the first zone.

(b.) Issue of direct tickets and registration of luggage viâ Coblenz and Cologne.

The German Government will intervene with the Deutsche-reichsbahn Gesellschaft in order that identic measures to those at present in force for passage across the first zone may be taken to permit passage across the second zone on the part of members of the Inter-Allied Rhineland High Commission and the personnel belonging to that organisation and to the armies of occupation, including members of their families, and the luggage belonging to them.

III.—*Transfer of the Seat of the High Commission and of its Personnel to the Third Zone.*

The German authorities will adopt, at a convenient opportunity, all the necessary arrangements to ensure, in conformity with the decisions which shall be taken by the High Commission, the transfer and establishment in the third zone of the services and personnel of the High Commission, particularly as regards the transportation to be effected and the provision, for the dates specified, of all the offices and quarters necessary to the Allies, these arrangements to be made after consultation with the Commissioner of the Empire for the Occupied Territories, and after examination of the question on the spot.

IV.—*Police Measures.*

In order to avoid every incident likely to affect the good relations between the two countries, it is desirable that effective measures should be taken to prevent all demonstrations on the occasion of the departure of the troops and all incitement to such demonstrations.

(6) "Treaty Series No. 4 (1919)."

V.—*Amnesty.*

The German, Belgian and French Governments agree that on the occasion of the evacuation of the occupied territory there should be an amnesty covering the facts connected with the occupation.

The details of this amnesty will be fixed by representatives of the three Governments acting in concert and inspired by a liberal spirit of conciliation and pacification.

These representatives shall meet at Coblenz at the earliest possible moment and they shall have completed their labours by the 1st October next.

In the same spirit of pacification these representatives will also consider the measures which could be adopted as an act of grace by the Belgian and French Governments respectively with regard to German nationals who have been condemned for acts relating to the occupation and *vice versâ*. They will submit proposals to their Governments to this end.

VI.—*Judicial Measures.*

The German Government shall recognise that the German courts are not competent to revise decisions of the judicial authorities of the occupying Powers in criminal matters.

VII.—*Financial Questions.*

The cost of the armies of occupation (including the expenditure of the Inter-Allied Rhineland High Commission will be covered as from the 1st September, 1929, by a reserve fund fixed at 60 million Reichsmarks; the German Government will participate in this fund by the payment of a non-recoverable lump sum of 30 million Reichsmarks. The occupying Powers for their part will contribute to the capital of the fund in the following proportions: France 35 per cent., Great Britain 12 per cent., Belgium 3 per cent.

The occupying Powers and the German Government will reciprocally waive, on the one hand, all claims in respect of Article 6 of the Rhineland Agreement which shall not have been paid in cash on the 1st September, 1929, and, on the other hand, all existing or future claims, of whatever date, in respect of requisitions and damages under Articles 8 to 12 of the Rhineland Agreement. Neither party will prefer any financial claim whatsoever in respect of an evacuated territory.

The claims waived by the Governments of the occupying Powers are, in particular: their claims in respect of all balances existing in their favour in the "special account" of the Agent-General for Reparation Payments (*cf.* "additif" No. 2 of Brussels); credits arising out of advances made by the Agent-General under Article 6 and Articles 8 to 12 of the Rhineland Agreement; all claims to the sale value of all buildings constructed by the German Government for the armies of occupation and charged to the annuity.

The measures contemplated are equally applicable to the troops of occupation and to the delegations of the Inter-Allied Rhineland High Commission and their personnel.

ARISTIDE BRIAND.

Enclosure 3 in No. 2.

Mr. A. Henderson to Dr. Stresemann.

British Delegation,

Your Excellency,

The Hague, August 29, 1929.

It is the desire of His Majesty's Government in the United Kingdom to withdraw the British forces at present in occupation of the Rhineland at an early date, but the speed with which such evacuation can be accomplished depends upon the nature of the Agreement which may be come to with the Government of the Reich.

This evacuation cannot be effected rapidly unless the German Government are prepared to give instructions to their authorities to facilitate in every way the withdrawal of the troops and will also agree to waive certain claims such as those under Article 6 and Articles 8-12 of the Rhineland Agreement.⁽⁷⁾ Experience has shown that the assessment of claims under these Articles is a lengthy business. The British Government fears that the investigation of the facts in connexion with such claims as may arise in future would necessitate the retention in the Rhineland of various elements of the Army of Occupation which might be withdrawn with the other troops if the claims are waived.

Among the services which the British authorities look to the German authorities to supply is the provision of:—

Rolling-stock for the evacuation of personnel and animals, and the assistance of the railway authorities in arranging time-tables.

Barges and tugs on the Rhine, together with the necessary personnel.

The personnel necessary for taking over, as and when required, barracks, buildings, lands and accommodation of all sorts as well as furniture and stores belonging to the Reich.

Engineer fittings, such as stoves, baths, geysers, &c., will be taken over *in situ*, as there will not be time to dismantle such fittings and hand them over unfixed.

I should be glad also to receive an assurance that—

Any soldiers or members of families of soldiers who at the moment of evacuation are ill and unable to travel will be received into German civilian hospitals and kept there at the expense of His Majesty's Government until they can return home; sick animals and those suffering from contagious diseases will be received into German civilian veterinary hospitals;

No objection will be raised to guards in uniform travelling on the barges for the protection of stores in the course of evacuation by the Rhine, and also that no customs dues will be imposed on British

(7) "Treaty Series No. 7 (1919)." Cmd. 222.

Government property which is disposed of locally in order to avoid evacuation.

The British authorities look to the German authorities to provide any labour which is required for assisting the evacuation.

The claims Your Excellency's Government are invited to waive are those claims under Articles 8-12 of the Rhineland Agreement, and those claims in respect of damages under Article 6, which will not have been finally settled before the 1st September and included in the monthly returns already rendered to the Agent-General or (as regards Article 6) paid in cash.

The waiver will thus include both claims for services rendered and damages caused before the 1st September which have not been finally settled before that date and claims in respect of services rendered or damages caused after the 31st August, including those in connexion with the evacuation.

It is understood that the German Government will secure that the services to be rendered after the 31st August, 1929, will be rendered as promptly and adequately as heretofore, and His Majesty's Government undertake to exercise the same reasonable moderation in demanding services as hitherto, and to give instructions to this effect to the General Officer Commanding in Chief.

As regards requisitions under Article 6 of the Rhineland Agreement, His Majesty's Government will continue as heretofore to pay for them by means of German currency which will be obtained from the Reich and will be credited against the Dawes Annuities so long as these continue to be paid. Any other claims which have been or might be put forward by the German Government against His Majesty's Government under Article 6 will be waived.

The above provisions apply to the British Army of Occupation in the Rhineland and the British Section of the Rhineland High Commission.

The above waiver of claims is proposed and accepted in order to facilitate the early withdrawal of the British troops from the Rhineland and is agreed to independently of the putting into force of the Young Plan.

At the date when the special account of the Agent-General for Reparation Payments was closed on the 30th November, 1928, a credit balance was outstanding in favour of His Majesty's Government. This balance has gradually been diminished by debits which have been accepted against it. Should there be any balance on this account on the 1st September, 1929, the payment of such balance will be waived by His Majesty's Government and it would accordingly be retained by the German Government.

The same arrangement will apply to any balances existing in favour of His Majesty's Government which arise out of advances previously made by the Agent-General in respect of Article 6 and Articles 8-12 of the Rhineland Agreement. His Majesty's Government also waives any claim to the sale value of any buildings constructed by the German Government for the British Army and charged to the Annuity.

If the above arrangements are accepted by Your Excellency, it is the intention of His Majesty's Government to commence the evacuation about the middle of September and to complete it in a period of approximately three months.

I take, &c.

ARTHUR HENDERSON.

No. 3.

*Dr. Stresemann to the Ministers of Foreign Affairs of Belgium,
Great Britain and France.*

Deutsche Delegation,

Meine Herren!

Scheveningen, den 30. August 1929.

Ich beehre mich Euren Exzellenzen den Empfang des Schreibens vom heutigen Tage zu bestätigen, das Sie im Namen Ihrer Regierungen an mich gerichtet haben.

Die Deutsche Regierung nimmt Akt von der Erklärung der Königlich Belgischen Regierung, der Königlich Grossbritannischen Regierung und der Französischen Regierung über die Räumung des Rheinlandes. Danach wird die Räumung des Rheinlandes während des Monats September beginnen. Die belgischen und britischen Truppen werden innerhalb einer Frist von 3 Monaten, gerechnet vom Beginn der Räumungsoperationen vollständig zurückgezogen werden. Die französischen Truppen werden die zweite Zone innerhalb derselben Frist räumen. Die Räumung der dritten Zone durch die französischen Truppen wird unmittelbar nach der Ratifikation des Young-Plans durch das deutsche und französische Parlament und nach der Ingangsetzung dieses Plans vorgenommen werden. Die Räumung wird ohne Unterbrechung und so schnell erfolgen, als die natürlichen Bedingungen es erlauben, und zwar spätestens in einem Zeitraum von 8 Monaten, der jedoch nicht das Ende des Monats Juni 1930 überschreiten darf.

Zugleich beehre ich mich, Euren Exzellenzen das Einverständnis der Deutschen Regierung mit den Bestimmungen zu bestätigen, die in den drei Anlagen Ihres Schreibens enthalten sind und gewisse Fragen betreffen, die mit der Räumung im Zusammenhang stehen.

Genehmigen Sie, meine Herren, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

STRESEMANN.

An Herrn Hymans, Herrn Henderson und
Herrn Briand, Den Haag.

(Translation.)

German Delegation,

Your Excellencies,

Scheveningen, August 30, 1929.

I HAVE the honour to acknowledge the receipt of Your Excellencies' note of to-day's date which you have addressed to me in the name of your Governments.

579

The German Government take note of the declaration made by the Belgian, British and French Governments regarding the evacuation of the Rhineland, in accordance wherewith evacuation will commence during the month of September. The Belgian and British troops will be completely withdrawn within a period of three months dating from the beginning of the evacuation operations. The French troops will evacuate the second zone within the same period. The evacuation of the third zone by the French troops will take place immediately after the ratification of the Young Plan by the German and French Parliaments and the entry into force of the Plan. Evacuation will be effected without interruption, and as speedily as physical conditions permit, at the latest within a period of eight months, which, however, may not extend beyond the end of June 1930.

At the same time I have the honour to confirm to Your Excellencies the agreement of the German Government to the provisions contained in the three enclosures in your note dealing with certain questions connected with the evacuation.
